



Perspectives chinoises

2013/3 | 2013

L'urbanisation de la Chine rurale

Gotelind Müller (ed.), *Designing History in East Asian Textbooks: Identity politics and transnational aspirations*

Londres et New York, Routledge, 2011, 290 p.

Yves Russell

Translator: N. Jayaram



Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6598>

ISSN: 1996-4609

Publisher

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Printed version

Date of publication: 15 September 2013

Number of pages: 102-104

ISBN: 979-10-91019-08-8

ISSN: 1021-9013

Electronic reference

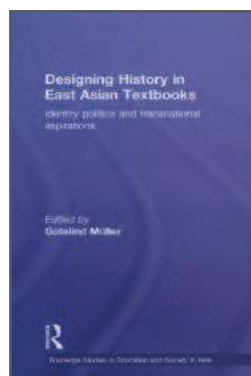
Yves Russell, « Gotelind Müller (ed.), *Designing History in East Asian Textbooks: Identity politics and transnational aspirations* », *Perspectives chinoises* [Online], 2013/3 | 2013, Online since 15 September 2013, connection on 20 April 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6598>

Li Chunling relève d'abord que les étudiants chinois sont peu confiants en l'avenir. Seuls 26,6 % d'entre eux pensent avant d'être diplômés qu'ils n'auront pas de difficulté dans la recherche d'emploi. D'après l'auteure, cette inquiétude expliquerait l'importance qu'ils accordent à l'entrée au Parti et à la recherche frénétique d'attestation ou diplôme en tout genre (tests de langues ou attestation en comptabilité). Exit donc l'idée d'adhérer au Parti pour servir la nation... Du point de vue de l'emploi, les données et le ton employé par Li Chunling sont tout aussi alarmistes. Trois ans après la fin des études, le taux de chômage de ces étudiants ayant reçu leur licence en 2007 est de 10 % (p. 167), soit un taux avoisinant celui des diplômés de licence en France en période de très faible croissance (Bref CEREQ n° 283 mars 2011, « Le diplôme : un atout gagnant des jeunes face à la crise », p. 2).

De surcroît, un tiers des nouveaux entrants sur le marché du travail déclarent avoir un travail « sans rapport avec la filière universitaire suivie ». Pour les étudiants de médecine, ce taux est de 5/6 ! (p. 169). Dans ce contexte, on comprend pourquoi la moitié des étudiants diplômés d'universités considèrent ne « pas être satisfaits de leur insertion professionnelle ». D'après Li Chunling, cette insatisfaction n'est pas seulement due à un manque d'emplois qualifiés. Elle s'ancre dans l'expérience d'un marché du travail où la compétition sociale est dominée par ceux qui peuvent « passer par la porte de derrière ». À travers l'accumulation d'expressions indigènes telles que « avoir des relations », « être supporté par son contexte familial », l'auteure se fait le porte-parole d'une colère qui gronde sur le net. Dans la droite ligne des travaux de Lian Si sur la « tribu des fourmis » (*yizu*), elle met en lumière l'essor d'une nouvelle classe à risque en soulignant que « les diplômés qui ont des rémunérations peu élevées et dont le travail et la situation par rapport au logement sont les moins stables sont également ceux qui commentent le plus les affaires politiques ». Elle évoque aussi le fait que les relégués de la compétition sociale sont à la fois ceux qui gagnent le moins et qui admirent le plus le modèle des sociétés occidentales. Analysant leur implication politique à travers les usages d'Internet, elle montre clairement que les étudiants « réticents au travail d'éducation politique au sein de l'école » ont le modèle des « démocraties occidentales » (*xifang shi minzhu zhidu*) comme point de repère, bien qu'ils considèrent que « le niveau de développement de la Chine et la (faible) qualité du peuple » ne permettent pas de l'envisager à court terme (p. 173).

Cet article sonne donc comme un véritable avertissement adressé à la nouvelle équipe dirigeante. Il est d'autant plus précieux qu'il fait partie d'une nouvelle génération d'études qui font la part belle au rapport au politique. Reste à espérer que les chercheurs chinois puissent continuer sur cette voie, et pourquoi pas, nous livrer d'ici un an quelques études sur la réception du « rêve chinois » de Xi Jinping. À cet égard, la récente disparition de Lu Xueyi – ancien directeur de l'Institut de Sociologie de la CASS et père fondateur du livre bleu sur les transformations et perspectives de la société chinoise – fait peser une incertitude sur la pérennité d'une entreprise déjà moins audacieuse qu'à ses débuts. En effet, le charisme et le capital politique de « Lao Lu » avaient permis d'ouvrir des possibilités de publications académiques. Il n'est donc pas certain que les futures publications ne se sclérosent pas dans des avalanches de chiffres, plutôt qu'elles ne s'orientent vers l'étude de sujets sensibles tels que les minorités ethniques, la religion et les mouvements sociaux qui demeurent encore non-traités.

■ Aurélien Boucher est docteur en sociologie, affilié au Centre nantais de sociologie (CENS-EA3260) et chargé de mission au Centre franco-chinois de l'université Tsinghua (ouhaiyang@gmail.com).



Gotelind Müller (éd.),
Designing History in East Asian
Textbooks: Identity politics and
transnational aspirations, Londres
 et New York, Routledge, 2011, 290 p.

YVES RUSSELL

A lors que le XX^{ème} siècle s'annonçait dans le monde par un bruit de bottes et de canons, on soupçonnait déjà que les romans nationaux contés dans les manuels de nos innocents écoliers, par une distinction prononcée entre le « moi » autochtone et l'« autre » étranger, pouvaient contribuer aux conflits s'annonçant. Très vite, on s'est en effet aperçu que les manuels scolaires – particulièrement d'histoire et de géographie – pouvaient être source et objet de conflits, d'une part en présentant une vision manichéenne du « moi » national et de l'« autre » étranger, d'autre part en produisant des histoires partielles et partiales d'un passé partagé. Un siècle plus tard, force est de constater que l'on en est toujours là. Si la construction européenne a créé un espace favorable à l'élaboration de manuels réfléchis et parfois même conçus en commun, il n'en a pas été de même dans d'autres régions du monde, que ce soit au Moyen-Orient ou en Asie. En Extrême-Orient, le cas le plus fréquemment commenté est celui des manuels japonais révisionnistes, qui suscitent souvent des poussées de fièvre chez les populations voisines de l'archipel⁽¹⁾. Parmi les raisons évoquées d'une impossible réconciliation avec le Japon, figure la négation présumée par l'archipel de son passé d'agression, et ce notamment dans les manuels d'histoire. Même si les manuels d'histoire en Asie orientale suscitent comme en Europe des questions depuis plus d'un siècle, les controverses de 1982, 1986, 2001 et 2005 ont encore exacerbé les tensions. La conséquence positive de ces crises a été l'attention de plus en plus soutenue accordée à cette question par des chercheurs européens et asiatiques, ces dix dernières années notamment. Sans surprise, beaucoup des ouvrages publiés récemment, comme *History Education and national identity in East Asia* (2005), ou *Education as a political tool in Asia* (2009), sont centrés sur des thématiques développées par la recherche occidentale, telles que les questions d'identité, et étudient les manuels d'histoire en tant que vecteurs d'une identité nationale.

Designing History in East Asian textbooks, publié en 2011 par Gotelind Müller à la suite d'un projet de recherches de deux ans mené à l'université d'Heidelberg (Allemagne), s'inscrit dans la continuité des deux ouvrages ci-dessus, reconnaissant à l'histoire un enjeu particulier dans la formation des identités nationales, car « bien que [n'étant] pas la seule discipline scolaire liée à des projets officiels de construction identitaire, elle est souvent la première discipline véhiculant les programmes officiels de socialisation politique » (p. 1).

Comme également la plupart des ouvrages sur le sujet, l'approche adoptée ici est régionale, situant ainsi l'enjeu du livre dans le cadre des relations in-

1. Voir à ce sujet : Samuel Guex, « Les manuels d'histoire japonais vus de Chine », *Ebisu*, n° 38, 2007, p. 25-54 ; Daniel Snider, « Les manuels d'histoire et la guerre en Asie : des interprétations divergentes », publié sur <http://nippon.com/fr/in-depth/a00703/>.

ternationales. Les interrogations qui sous-tendent les 12 chapitres et les lient entre eux peuvent en effet se résumer ainsi : malgré la mémoire des conflits passés, une intégration identitaire de la région Chine-Japon-Corée est-elle envisageable ? Que révèlent les discours sur le « soi » et les « autres » présents dans les manuels scolaires est-asiatiques sur les politiques et aspirations identitaires des différents groupes au pouvoir dans la région ?

Afin de répondre à ces questions importantes, ces 12 chapitres sont divisés en trois parties : une première concernant « les contingences historiques qui structurent les contestations de vues sur l'Asie de l'Est », une seconde partie présentant trois cas pratiques, et une troisième partie sur les perspectives régionales de dépassement des conflits transnationaux. La première partie, relativement importante et peut-être la plus intéressante, rassemble les études de chercheurs universitaires sur les manuels et politiques éducatives de quatre régions et États : Chine (puis RPC), Hong Kong, Taiwan, et Japon. Un chapitre introductif de Sun Ge, spécialiste de l'histoire intellectuelle de la Chine et du Japon, tente d'expliquer les difficultés de la société chinoise à avoir une conscience asiatique ou est-asiatique. Dans cette version légèrement remaniée d'un article publié en chinois en 2009, Sun Ge considère que les perspectives qui pourraient amener à une conscience est-asiatique (confucianisme, modernisation, ou « mémoires traumatiques de la guerre ») sont trop faibles, imprécises, et si différemment interprétées ou mises en œuvre à l'échelle nationale qu'elles ne peuvent aujourd'hui contribuer efficacement à un « discours est-asiatique ». Au contraire, les conséquences historiques et géopolitiques de la guerre froide (relations divergentes des différents pays aux États-Unis, tiers-mondisme chinois, tensions idéologiques, rideau de fer coréen...) restent encore fortes. De surcroît, la définition floue du concept d'Asie créé en opposition à celui d'Occident, ainsi que la mémoire des velléités panasiatistes du début du siècle dernier, paralysent la construction d'un contenu identitaire clair. Les quatre contributions suivantes renseignent sur les obstacles présentés par différentes politiques éducatives à une vision historique commune de l'Asie de l'est. Gotelind Müller (chapitre 2) analyse entre autres la façon dont les manuels et programmes chinois actuels présentent l'Europe et l'intégration européenne, et l'interprète comme le résultat du « point de vue officiel sur les projets d'intégration régionale » et est-asiatique en particulier. À travers la division structurelle des manuels japonais entre « soi » et « autres » (chapitre 3), Klaus Vollmer observe le retour du *Nihonron* (日本論, « discours sur le Japon ») en vogue dans les années 1970-80 magnifiant la « singularité » de la culture et du développement japonais. On peut observer un phénomène analogue à Taiwan où de récents manuels, tels que « Connaître Taiwan » (*Renshi Taiwan* 認識臺灣) produisent un nouveau discours identitaire racontant les « histoires d'une nation insulaire » (chapitre 5). À Hong Kong au contraire (chapitre 4), on suit avec Edward Vickers le combat des autorités de Pékin relayées par les autorités locales pour réinsérer l'ancienne colonie britannique dans le discours patriotique chinois.

Suivent trois chapitres où des historiens investis dans la conception de manuels d'histoire évoquent les considérations pratiques qui ont encadré leur travail. Cette seconde partie, un peu courte, donne la voix à Su Zhiliang, rédacteur en chef de manuels d'histoire de Shanghai au cœur d'une polémique en 2006⁽²⁾, à Li Fan, auteur de manuels d'histoire et historien à l'Université normale de Pékin, ainsi qu'à Miyake Akimasa, rédacteur de manuels d'histoire pour le lycée au Japon. Cette partie se focalise donc sur l'archipel nippon et son voisin chinois, et sur la liberté dont disposent les auteurs de manuels pour traiter de l'histoire des étrangers proches ou lointains, en fonction des systèmes éducatifs propres à chacun de ces deux pays.

La troisième partie adopte une approche transnationale et tente, par une étude des conflits liés à l'interprétation du passé, de proposer des pistes de réflexion et des approches méthodologiques pour les surmonter. Ici, l'accent est mis sur les dissensions et tentatives de réconciliation entre le Japon et la Corée du Sud, à travers l'analyse du révisionnisme nippon et l'établissement de groupes de travail bi-nationaux sur la révision et l'élaboration de manuels d'histoire. Un chapitre conclusif de Falk Pingel, spécialiste des programmes et des manuels scolaires auprès de l'UNESCO, et pendant longtemps vice-président de l'Institut Georg Eckert pour la Recherche internationale sur les manuels scolaires, clôt cette dernière partie par une réflexion sur les raisons des échecs et succès des précédentes tentatives de médiations de conflits liés aux manuels scolaires dans le monde, et propose une approche qui se veut pragmatique ; il s'interroge également sur la nécessité d'imiter le modèle européen et l'opportunité d'un manuel commun à la Chine, au Japon et à la Corée du Sud.

Designing History in East Asian textbooks est un ouvrage intéressant et informatif pour plusieurs raisons. D'abord, les travaux présentés, contrairement à ce que pourrait suggérer le titre, ne se cantonnent pas uniquement aux manuels scolaires et d'histoire. Dans le quatrième chapitre intitulé « Learning to love the motherland », Edward Vickers – qui a codirigé les deux ouvrages cités en introduction – étudie les différents leviers mis en place par le gouvernement central de Pékin après la rétrocession de 1997 pour « renationaliser » Hong Kong. Edward Vickers montre de façon convaincante comment l'« éducation nationale » (*guoqing jiaoyu* 国情教育) appliquée dans la péninsule hongkongaise affecte non seulement les manuels mais également toutes les activités scolaires, ainsi que la programmation des musées et les activités culturelles. Dans le chapitre 9, Steffi Richter, spécialiste de l'historiographie en Asie de l'Est et spécialement au Japon, montre également comment le discours révisionniste des manuels d'histoire publiés par l'extrême droite japonaise est relayé par un contexte général visant à remettre en cause une interprétation de l'histoire qui serait issue du Procès de Tokyo (1945-1948). Alors que les manuels d'histoire publiés par le groupe *Tsukurukai* ont focalisé l'attention en raison de leur révisionnisme revendiqué (négarion du « massacre de Nankin », du système des femmes de réconfort, etc., et plus largement, opposition à la vision qualifiée de « masochiste » du procès de Tokyo), Steffi Richter montre comment deux films – *The seven « death-row prisoners »* (2007) et *Best wishes for tomorrow* (2008) – contribuent au « terrain d'une mémoire vernaculaire » (terrain of vernacular memory) japonaise remettant en cause la mémoire prônée officiellement⁽³⁾. Le premier film est la première partie d'une trilogie documentaire intitulée *The truth of Nanjing* remettant en cause le massacre de Nankin. Son auteur, appartenant au cercle gravitant autour de *Tsukurukai*, a réussi à force de soutien à présenter son film lors de séances privées gratuites à travers tout le pays en 2008. Une annexe (« *Excursus* ») intéressante sur les problèmes posés par le procès de Tokyo et le jugement des crimes de guerre japonais rappelle comment la mainmise américaine a influencé la mémoire japonaise, notamment par la décision d'épargner l'empereur Hirohito et son entourage : en dédouanant le représentant suprême de l'État, les États-Unis ne condamnaient que le militarisme, et non son soutien populaire. Dans le chapitre 3, Klaus Vollmer adopte une approche différente

2. Déclenchée notamment par un article du *New York Times* titré « Where's Mao? Chinese Revise History Books », publié le 1er Septembre 2006.

3. Sur cette « mémoire officielle » et un certain double discours de la droite japonaise, on pourra se reporter à l'article de Tetsuya Takahashi, « Le Procès de Tôkyô, l'empereur et la question du Yasukuni », disponible en ligne sur <http://droitcultures.revues.org/2027#tocto1n2>.

en s'intéressant aux manuels d'éducation civique japonais (*civics and ethics textbooks*) de collège et de lycée, rappelant que les questions historiques ne sont pas circonscrites aux seuls manuels d'histoire, mais se posent dès que société, économie, religion ou traditions de pensée sont évoquées. Cette étude comparative à la fois précise et intelligente des manuels majoritairement utilisés et des manuels nationalistes publiés par *Tsukurukai* (représentant moins de 1 % des manuels réellement utilisés dans les établissements scolaires japonais), allie analyses iconographique, textuelle et structurelle des leçons. En étudiant la façon dont les droits de l'Homme sont abordés, Vollmer montre comment le discours narratif dominant dans les manuels suit encore aujourd'hui une vision empruntant aux modèles nord-américains et européens, que les manuels de *Tsukurukai* tentent de concurrencer et de déconstruire. Ces manuels révisionnistes, en plus de nier la culpabilité du Japon lors des guerres continues des années 1930-1940, sont d'ailleurs analysés comme « un autre effort des intellectuels japonais conservateurs et de droite pour promouvoir un agenda politique visant à remettre en cause les fondements du discours japonais dominant d'après-guerre sur la société, la démocratie et le pouvoir » (p. 65). Dans le chapitre 2, c'est au contraire l'influence de l'agenda politique sur les programmes et les manuels d'histoire qui est mise en exergue. Dans une analyse sur la longue durée des programmes d'histoire nationaux en Chine républicaine puis en RPC, Gotelind Müller examine comment les différents contextes politiques ont pu amener à des conceptions parfois opposées de ce qu'est « l'autre » en Chine et, a contrario, de ce que ces visions normées nous disent des priorités politiques et idéologiques des groupes au pouvoir. Concernant plus spécifiquement le continent européen, elle observe que bien que « l'image historique de l'Europe reste fortement liée à l'impérialisme et au capitalisme, [...] il est remarquable qu'aujourd'hui ces aspects soient minimisés, alors qu'une Europe vue comme "modèle" culturel de grandeur (passée) revient au goût du jour, par exemple à travers ses "grands hommes" et ses accomplissements scientifiques » (p. 51).

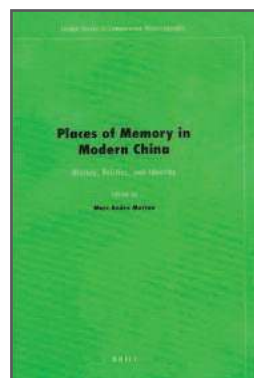
L'autre grande qualité du livre est la parole donnée à des acteurs impliqués dans l'élaboration des manuels. Alors que Li Fan (chapitre 6) montre la difficulté dans la pratique d'accorder le récit de faits historiques complexes (comme les guerres « inter-ethniques » entre Han et Jin, Mandchous, Mongols, etc.) avec les objectifs éducatifs d'identification nationale et de patriotisme, Su Zhiliang retrace plus longuement dans le chapitre 7 la façon dont le Japon et les Japonais ont été décrits dans les manuels d'histoire de RPC, puis dans les manuels qu'il a édités à Shanghai. À travers les extraits cités par Su, on retrouve d'ailleurs la confirmation que l'agenda politique – même régional – nourrit et guide les représentations de la nation ou de l'étranger, certains pans de l'histoire japonaise en particulier servant à justifier tantôt des réformes économiques capitalistes ou la nécessité d'un gouvernement constitutionnel (sur le modèle de la restauration Meiji et de l'après-guerre), tantôt à véhiculer l'image d'une Chine fondamentalement pacifiste dans son combat contre toutes les formes d'impérialisme et de négationnisme. Le témoignage de Miyake Akimasa, compilateur de manuels sur l'histoire japonaise au Japon, contraste avec celui de ses prédécesseurs en suggérant une plus grande liberté dans l'élaboration des livres scolaires. En effet, malgré une certaine auto-satisfaction que l'on retrouve dans les autres témoignages, Miyake Akimasa retrace le processus qui l'a conduit lui et ses collaborateurs à introduire dans ses manuels des textes sur le Japon écrits par des japonologues étrangers. Cependant, parmi les sept textes réunis sous le titre « Views from across the world : an open space for dialogue », on retrouve des auteurs sud-coréens, indien, allemand, américain, australien, et même marocain, mais – absence étonnante – point de Chinois !

L'impression qui ressort d'ailleurs de l'ouvrage, de part sa construction même et les conclusions de certains auteurs, c'est que les aspirations à construire une mémoire transnationale sont bien plus le fait du Japon ou de la Corée du Sud que de la Chine, encore occupée à unir un territoire national. L'architecture de l'ouvrage nourrit cette impression : quatre des cinq chapitres de la première partie concernant la « contestation de l'Asie de l'Est » sont consacrés à la nation chinoise rêvée par Pékin, alors que la Chine est absente de la troisième et dernière partie, consacrée aux perspectives de réconciliation historique. Bien sûr, la priorité chinoise actuelle d'unifier le pays n'est pas le seul obstacle à la réconciliation⁽⁴⁾ et à l'intégration régionale, comme le montre la montée du nationalisme et du discours négationniste au Japon. L'absence de la Corée du Nord des débats mémoriels, comme le rappelle Chung Jae-jong dans le chapitre 10, n'est pas un obstacle mineur. Mais, comme le souligne cet auteur, l'existence d'un « secteur privé » (c'est-à-dire indépendant des autorités publiques) d'historiens libres de toute pression politique n'est pas une condition également remplie au sein des trois principaux pays de la région, par ailleurs régis par des systèmes politiques différents n'offrant pas les mêmes possibilités de dialogue...

Au final, la nécessité et les potentialités de réconciliation mémorielle entre le Japon, la Chine et la Corée sont bien mises en perspective à travers l'ouvrage de Gotelind Müller, dont la richesse des contributions offre une analyse fine et engagée des aspirations et politiques identitaires à l'œuvre dans la région. On comprend que le « modèle européen » d'intégration ne s'y exportera pas de sitôt...

■ Yves Russell est doctorant en Histoire et Civilisations à l'EHESS, Paris (yvesrussell@gmail.com).

4. Gotelind Müller considère que « c'est seulement en se sentant forte et en sécurité sur le plan intérieur, que la Chine considérera probablement comme attractive la perspective d'une intégration régionale, mais alors à partir d'une position forte dans le monde et la région (...) lui permettant de traiter selon ses propres conditions ». (p. 52)



Marc Andre Matten (éd.),
Places of Memory in Modern
China: History, Politics, and Identity, Leiden, Brill, 2012, 285 p.

VALENTINA PUNZI

Au cours des deux dernières décennies, l'intérêt pour les recherches sur la mémoire collective s'est rapidement développé et a nourri un débat entre historiens, anthropologues et sociologues abordant autant les questions théoriques que celles touchant aux outils méthodologiques⁽¹⁾. Ce domaine émergent s'étend au delà des frontières de l'« Occident », et des chercheurs venus d'horizons divers portent leur attention sur l'analyse de contextes non-occidentaux où l'interaction entre la mémoire collective et la construction d'États-nations dans des cadres post-